

faciliter les communications avec le Haut-Canada. Et, je l'oubliais, il serait plus facile d'aménager des installations hydroélectriques dans la région. Je pense à la partie supérieure du Saint-Jean, ainsi qu'à l'aménagement d'une usine marémotrice dans la baie de Fundy, qui se rattache également au canal de Chignectou. S'il était possible d'assurer de la même façon le financement des recherches pour orienter les études de manière à trouver les meilleurs moyens de tirer efficacement parti des différentes ressources, nous élargirions du fait même nos marchés.

Par exemple, il m'est souvent arrivé de songer à l'industrie houillère dont nous entendons tant parler à la Chambre. L'office de recherches sur le charbon, institué en Alberta, a contribué plus que n'importe quelle autre mesure à ranimer l'industrie houillère dans cette province, à tel point que l'an dernier la valeur de l'industrie des charbonnages de l'Alberta était revenue au point où elle se situait immédiatement après la guerre. Voilà le genre d'aide qui serait vraiment utile à l'industrie des charbonnages. Je suis certain que lorsque le ministre parle de la nécessité d'un réseau d'énergie, l'aide requise pour en assurer la création en vue de pousser l'expansion de l'industrie secondaire est l'un des moyens légitimes d'utiliser de façon pratique les capitaux de cette catégorie.

Il a beaucoup été question, au cours de la session, de la route transcanadienne et on en parle comme si elle était terminée. Elle ne l'est pas dans les provinces Maritimes; il y a encore énormément de travaux à faire. Voilà une entreprise qu'il faut achever sur-le-champ. Il s'agit, en l'occurrence, de dépenses légitimes de capitaux publics, de capitaux non lucratifs qui sont là pour rendre service et pour faciliter la mise en œuvre des industries qu'il incombe aux capitaux privés du secteur de la production de fournir. Voilà le genre d'aide dont les provinces Maritimes ont besoin.

En outre, le ministre a parlé du programme envisagé par l'Office d'expansion économique de la région atlantique, mais à moins que le gouvernement n'appuie les décisions que prendra l'Office, moyennant une modification fondamentale de certaines de ses lignes de conduite pour lui accorder son appui, l'Office ne réussira pas. Je songe aux problèmes de transport qui se posent dans cette région à l'heure actuelle. Il faut améliorer les installations portuaires en ayant recours à des mises de fonds de l'État. Et que dire de certains de nos programmes commerciaux essentiels? En plus du besoin de capitaux de l'État dans la région de l'Atlantique, je crois que l'un des besoins les plus urgents c'est la multiplication des débouchés. Cette partie du Canada est plus

proche que n'importe quelle autre des marchés d'outre-mer et le marché intérieur de la région des Maritimes est certes important aussi. Il faut rendre notre politique commerciale conforme aux conditions actuelles si nous voulons régler les problèmes économiques qui se posent. Mais les jours, les semaines, les mois, les années passent, et nous refusons de faire face à la réalité. Les vastes marchés qui s'offrent à la région de l'Atlantique se trouvent dans notre propre hémisphère, si seulement nous voulions bien les voir.

J'admets qu'on a fait beaucoup dans les provinces atlantiques à l'égard de l'industrie des pommes de terre en trouvant de nouveaux débouchés en Amérique du Sud. Voilà simplement un exemple de ce qu'on peut faire. Si l'on tient à faciliter l'échange le plus libre possible de marchandises entre les pays, il faut non seulement revoir notre politique commerciale mais également trouver une solution au problème des règlements internationaux. On ne peut s'attendre que le problème qui a précipité la crise de juin en ce qui concerne la balance des paiements se réglera sans qu'on s'occupe des causes fondamentales. C'est là que le gouvernement devra appuyer des mesures comme celles dont nous avons parlé aujourd'hui, en modifiant sa politique actuelle à certains égards et il devra certainement faire preuve de plus d'initiative et montrer davantage qu'il est capable de s'occuper de ces problèmes de façon efficace.

Non seulement devons-nous veiller à appuyer ce projet en particulier en adoptant une attitude différente à l'égard du commerce, mais nous devons également trouver solution à notre problème des impôts. On nous dit allègrement que nous avons une autre commission royale d'enquête sur les impôts. Il ne faudrait pas croire pour autant que tous nos problèmes concernant la réforme fiscale vont se régler automatiquement. Je ne veux pas me répéter, mais je tiens à revenir sur la question pour dire ceci. Nous ne pouvons pas attendre un an ou deux le rapport d'une commission royale d'enquête sur les impôts avant d'adopter certaines réformes fiscales dont la région atlantique a besoin pour permettre à son industrie de prendre de l'expansion. Il incombe au gouvernement d'agir sans tarder.

Nous avons tellement entendu parler de commissions royales et de rapports que nous avons pris plaisir à constater que des mesures vont être prises immédiatement, semble-t-il, pour donner suite au rapport Glassco. Cependant, bien des rapports de commissions royales n'ont donné aucun résultat et s'empoussièrent sur des rayons quelque part. En dépit de cela, tous s'accordent pour reconnaître que plusieurs des vœux qu'ils renferment sont excellents ou qu'ils constituent